

Bruxelles, le 11.5.2016
C(2016) 2442 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.5.2016

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le
11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.5.2016

relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9(1),

Vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour le Burundi³, établissant les priorités suivantes: l'accès aux moyens de production, l'accès à des informations sur les marchés et l'égalité des genres pour le premier secteur de concentration (développement rural), la contribution à la maîtrise de la question démographique pour le deuxième secteur de concentration (santé), l'appui à certains volets de la justice pour le 3^e secteur de concentration (sortie de la fragilité) et l'accélération de la croissance économique pour le 4^e secteur de concentration (énergie) et l'appui à la société civile. Les mesures individuelles doivent être considérées dans le contexte de la crise actuelle et les consultations avec la République du Burundi au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou révisé. Dans ce contexte, l'UE proposera des mesures appropriées, en ce qui concerne la coopération en cours avec le gouvernement du Burundi, mais envisage de continuer à fournir une aide qui bénéficie directement à la population, comme un soutien essentiel liés à la sécurité alimentaire et la santé, prévu par les mesures individuelles.
- (2) Les mesures financées au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁴ visent à contribuer à: (i) l'amélioration de l'état de santé de la population par la disponibilité et par l'utilisation des services de santé dans les 18 provinces, à travers un appui au système de financement basé sur la performance (FBP) et l'implication de la société civile pour orienter les choix en matière de santé par le renforcement de l'ensemble des comités de santé (COSA) et (ii) une réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition au travers des interventions stratégiques de développement rural (avec un

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et le Burundi C(2014)3831 final du 13.6.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

effet de levier maximal sur la nutrition). Trois objectifs spécifiques permettront de renforcer les conditions de vie des ménages (y compris la future génération): (a) l'amélioration du potentiel économique des producteurs par la facilitation de l'accès aux engrais et amendements, (b) la diminution de la malnutrition chronique par une intensification de sa prévention, (c) la préparation des conditions adéquates au renforcement futur des acteurs agricoles et de leurs activités.

- (3) L'action intitulée «Programme d'appui au système de santé» se décline en deux objectifs spécifiques: «favoriser un accès équitable aux soins de santé pour l'ensemble de la population et plus particulièrement pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans»; la société civile aura la possibilité de se faire entendre et d'orienter les choix en matière de santé par le renforcement de l'ensemble des comités de santé (COSA).
- (4) L'action intitulée «Programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, phase 1 », se décline en trois volets complémentaires: (i) le renforcement du secteur agricole facilitera l'accès aux intrants (engrais et amendements) à travers le développement du mécanisme actuel de financement. Un résultat est attendu : le Fonds commun fertilisants et amendements est renforcé financièrement permettant une disponibilité accrue d'engrais subventionnés à l'ensemble des agriculteurs ; (ii) le renforcement des compétences des ménages dans la prévention de la malnutrition chronique qui touche plus d'un enfant sur deux. Le résultat attendu est : les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants ; (iii) un budget financera différentes études dont l'une portera sur la préparation du futur appui au secteur du développement rural en tenant compte des évolutions de la situation. D'autres études ad hoc (par exemple élargissement du Fonds commun aux semences et autres moyens de production, données de référence, indicateurs-cibles, études sur les systèmes de diffusion, analyses liées aux organisations professionnelles) compléteront la définition du dispositif à développer : des études prospectives relatives au secteur « développement rural pour la nutrition » complètent sa connaissance.
- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est constitué de l'annexe 1 - Programme d'appui au système de santé, produit 2 : les COSA existent et jouent pleinement leur rôle sur l'ensemble du territoire, et de l'annexe 2 - Programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, résultat 2: les ménages acquièrent les capacités leur permettant d'adopter un comportement bénéfique au statut nutritionnel de leurs enfants.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. La Coopération technique belge (pour le programme d'appui au système de santé) et le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (pour le programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, phase 1) font actuellement l'objet de l'évaluation prévue par le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Par anticipation des résultats de cette évaluation, l'ordonnateur compétent considère, compte tenu de l'évaluation positive en vertu du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil⁶ et de la coopération de qualité établie de longue date avec ces entités, que des tâches d'exécution du budget peuvent leur être confiées.

- (8) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Pour le Burundi, cela se justifie en application des procédures flexibles accordées par la note suivante: devco.e.1dir(2015)2084187 pour la période allant du 01/07/2015 au 30/06/2016. Ainsi, le Conseil pour l'éducation et le développement (COPEP) et la Croix rouge seront respectivement retenus pour le domaine de la santé et celui du développement rural.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente décision», afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (11) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Burundi à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: « Programme d'appui au système de santé »
- Annexe 2: « Programme d'appui au développement rural durable pour la nutrition, phase 1 »

Article 2

Contribution financière

⁶ Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (OJ L 248, 16.9.2002, p.1).

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 55 000 000 EUR et est financée sur le 11^e FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans les annexes, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, sont énoncés dans les annexes.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.5.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission